



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement tourne le dos à l'université, amplifions la mobilisation !

Après plusieurs semaines de mobilisation des lycéen·nes, des étudiant·es et des personnels dans un climat de répression féroce, le gouvernement, sous la pression de la rue, feint d'apporter des réponses politiques. Prétendant s'appuyer sur un travail de concertation avec les organisations représentatives dont nous n'avons pas vu la trace, il a fait des annonces à des « influenceurs » et « influenceuses » avant de s'adresser aux étudiant·es puis à la presse. Ce n'est que le lendemain, le 27 octobre, que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été chargé de s'adresser aux organisations syndicales professionnelles. Ses annonces sont indécentes

Alors que le nombre de places ouvertes sur Parcoursup a diminué en 2026 pour la seconde année consécutive (53 300 places en moins par rapport à 2024), alors que, du fait du petit boom démographique de 2008 (près de 10 000 naissances de plus qu'en 2007), le nombre de bacheliers et de bacheliers continue de croître, le ministre ne s'engage qu'à ouvrir 15 000 places supplémentaires dans le supérieur : en BTS, en IUT et dans les formations médicales. Pour les accueillir, dans les universités, seulement 204 postes devraient être ouverts. On est loin du compte ! Le ministre tourne le dos à l'université. Vu la croissance des effectifs de candidat·es, et d'étudiant·es et la chute des taux d'encadrement, c'est 150 000 places et 15 000 postes (toutes catégories confondues) dont nous avons immédiatement besoin et que le SNESUP-FSU revendique sans relâche depuis plusieurs années.

Le ministre annonce des aménagements cosmétiques de Parcoursup (lisibilité, capsules vidéo présentant les formations, lettres de motivation dont la demande devrait être justifiée, explication des refus). Si, à partir de 2028, il déclare vouloir supprimer des dossiers de candidature la mention de l'établissement scolaire, ce serait pour le remplacer par un coefficient produit par le ministère qui permettrait de pondérer les notes de contrôle continu en les rapportant aux résultats du lycée aux épreuves du bac. Autrement dit, même si le nom de l'établissement ne figurera plus sur le dossier, ce facteur sera toujours pris en compte pour, toujours et encore, sélectionner les candidat·es. Cette substitution est inacceptable. Le SNESUP-FSU exige l'abrogation de Parcoursup et la mise en place d'un système d'affectation qui, avec l'ouverture massive de places, permettra à toutes les bacheliers et tous les bacheliers d'exercer leur droit à la poursuite d'études.

En ce qui concerne l'immobilier, le milliard d'euros annoncé est, lui aussi, très insuffisant : il est promis pour les campus d'ici 2029, avec seulement 200 millions dès 2027, alors que les besoins urgents en la matière sont chiffrés à plus de 12 milliards d'euros à raison d'au minimum un milliard d'investissements par an.

La pression sociale conduit le gouvernement à mettre en scène des pseudo-concessions pour pouvoir prétendre avoir écouté les revendications. Pour accentuer le rapport de force et obtenir les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions (salaires, postes, conditions de travail), amplifions la mobilisation en nous engageant massivement dans les **manifestations du 31 octobre** aux côtés de la jeunesse et de la population, et dans la **grève et les manifestations dans l'unité le 5 novembre** pour les salaires et les services publics et discutons sur les lieux de travail des suites de cette journée. La FSU a déposé un préavis de grève pour l'ensemble du mois de novembre et proposera à ses partenaires syndicaux d'amplifier la mobilisation.

Paris, le 27 octobre 2026